



Sécurisation des collèges et lycées : Élisabeth Borne veut « des contrôles réguliers des sacs » par les forces de l'ordre

La ministre de l'Éducation nationale l'a annoncé au Progrès en marge d'un déplacement à Lyon et Villeurbanne ce jeudi après-midi. Outre la sécurisation des établissements, il a aussi été question des dispositifs pouvant remettre des élèves en décrochage scolaire sur de bons rails.

Propos recueillis par Anne-Laure Wynar

Vous étiez à Villeurbanne sur le thème de la sécurisation des établissements scolaires. Que voulez-vous mettre en œuvre ?
« On a échangé avec le maire de Villeurbanne sur les démarches de prévention mises en place pour renforcer la sécurité aux abords des établissements et sur les trajets des élèves, mais aussi pour apaiser le climat scolaire notamment avec de la médiation sociale. On a une augmentation de la violence en particulier chez les jeunes et évidemment, cette violence s'invite dans nos établissements. On a une augmentation de 60 % des faits signalés (4948 demandes de protection fonctionnelle ont été formulées par le personnel de l'Éducation nationale, dans le 1^{er} et 2nd degré, en 2023, contre 3 733 en 2022).

J'ai décidé de modifier le code de l'éducation pour que, quand un élève détient une arme blanche au sein d'un établissement, il y ait une saisine obligatoire du conseil de

discipline et un signalement systématique auprès du procureur. Je souhaite aussi travailler avec les préfets, les parquets et les rectorats pour qu'on puisse organiser des contrôles réguliers des sacs avec les forces de l'ordre, à partir du printemps, aux collèges et lycées. »
Souhaitez-vous développer les dispositifs tels que les portiques mis en place devant les lycées par la Région ?

« À la suite de l'assassinat de Dominique Bernard, on avait financé la sécurisation de 400 écoles-collèges-lycées. C'est un axe que l'on va poursuivre. Selon les situations, ça peut être des dispositifs anti-intrusion comme ceux développés en Auvergne Rhône-Alpes, des contrôles d'accès, des caméras de vidéosurveillance... Il y a aussi des boutons d'alerte pour prévenir des forces de sécurité intérieures. Je souhaite que chaque rectorat nous fasse remonter les situations prioritaires en lien avec les collectivités. De notre côté, on va continuer à amener des financements à hauteur de 4 millions d'euros. »

Comment agir auprès des jeunes ?
« Quand on a des jeunes qui relèvent d'une procédure disciplinaire dans un établissement, l'exclusion peut avoir un effet positif sur certains, mais en même temps, il ne s'agit pas de laisser un jeune seul face à lui-même. On doit être capable de bâtir des réponses comme on l'a fait à la cité Lacassagne, à Lyon, avec la protection judiciaire de la jeunesse pour redonner un cadre à l'élève, le remettre sur des bons rails. C'est ce type de structures que je souhaite développer pour prévenir au maximum la rupture du lien entre un jeune et l'école, qui va souvent de pair avec la rupture du lien entre un jeune et la société et ses règles. »
Le député insoumis Idir Boumertit vous a de nouveau interpellé récemment sur la fin de contrat d'association avec l'État du lycée musulman Al-Kindi à Décines. Que lui répondez-vous ?

« Il y a un contrôle qui a été effectué par les inspecteurs de l'Académie qui ont mis en évidence des manquements à la fois sur les plans administratif, financier et



pédagogique. Ce sont ces éléments qui ont conduit la préfète à rompre le contrat. Si l'établissement considère que la décision n'est pas justifiée, il peut faire un recours. » Dans le Rhône, parents et enseignants s'inquiètent des 83 suppressions de postes prévues dans le 1^{er} degré. Comment le justifiez-vous ?
« À l'échelle du Rhône, il y a une baisse de 4 000 élèves dans le 1^{er} degré à la prochaine rentrée, ce qui veut dire qu'avec les suppressions de postes annoncés, le nombre d'élèves moyen par classe va continuer à baisser. Je suis très attentive à la carte scolaire. Le maillage territorial doit répondre aux

besoins des familles. Je souhaite aussi qu'on puisse répondre à des objectifs prioritaires : poursuivre le développement de l'école inclusive et reconstituer des brigades de remplacement qui avaient été fortement réduites compte tenu des priorités portées ces dernières années. »
On a une augmentation de la violence et évidemment, cette violence s'invite dans nos établissements
Élisabeth Borne



Élisabeth Borne ce jeudi à la cité scolaire Lacassagne de Lyon qui accueille une classe relais destinée aux élèves poly-exclus. Cette classe permet à des jeunes décrocheurs de renouer le contact avec l'école. Photo Joël Philippon

■

